

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CEEAC : bientôt un sommet des chefs d'État à Libreville

C'EST ce qui ressort de l'audience accordée, hier, à la présidence de la République, au Représentant spécial du secrétaire des Nations unies en Afrique centrale, Lounceny Fall. Lequel a été introduit au cabinet présidentiel par le chef de la diplomatie gabonaise, Alain-Claude Bilie-By-Nze.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a accordé des audiences, hier, au palais de la présidence de la République. Parmi ces entretiens, mués en séances de travail, celui avec le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, et chef du Bureau régional de l'organisation mondiale pour l'Afrique centrale (UNOCA), Lounceny Fall.

L'une des annonces fortes de ce tour de table auquel a également pris part le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, est la tenue, bientôt, d'une conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC).

Il a donc été question, également, d'aborder les préparatifs de ces prochaines assises sous-régionales sur le sol gabonais.

Lounceny Fall n'a pas manqué de transmettre les félicitations du secrétaire général des Nations unies au numéro 1 gabonais, par ailleurs président en exercice de la CEEAC, pour les réformes entreprises au sein de l'institution sous-régionale. Objectif : renforcer l'intégration régionale en Afrique centrale.

Rappelons que cette rencontre entre le numéro un gabonais et le diplomate onusien s'est tenue après la tournée du ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, dans la sous-région. Au cours de son périple, le chef de la diplomatie gabonaise, qu'accompagnait le secrétaire général de la CEEAC, avait présenté, aux chefs

d'Etat des pays visités, les réformes institutionnelles et juridiques de l'institution.

Autre audience, celle accordée au président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), Lin Mombo. Ce dernier est venu présenter au chef de l'Etat la technologie 5G qui sera bientôt effective au Gabon, faisant ainsi de notre pays l'un des premiers Etats africains à disposer de cette technologie. Le patron de l'ARCEP est également revenu sur le nouveau plan de numérotation qui entrera en vigueur le 15 novembre courant.

A noter par ailleurs que, pour sa



Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba accueillant à son cabinet le représentant de l'UNOCA, Lounceny Fall.

part, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a présenté au président Ali Bongo Ondimba le

rapport des différentes activités du gouvernement, ces derniers jours.

Tribune des partis politiques Le grand capharnaüm !

Le Gabon compte 76 partis politiques. Du moins si l'on s'en tient aux données fournies par le ministère de l'Intérieur, seule instance habilitée à légaliser lesdites formations. Pathétique ! Nul besoin d'être bardé des diplômes des meilleures universités ou être passé par une faculté de sciences politiques pour s'interroger sur la pertinence ou pas de cette pléthore d'entités politiques ? Que pèsent réellement ces structures ? La réponse coule de source : rien ou presque.

Sinon comment comprendre que sur les 76 partis légalisés, seule une dizaine (et là encore !) disposent d'élus. Une véritable aberration vu que toute formation politique ambitionne, à juste titre, de conquérir ou de se maintenir au pouvoir. Pour ce faire, la victoire dans les urnes demeure la voie royale avec pour corrolaire l'obtention d'élus locaux et nationaux. Normal, le Parlement où les collectivités locales, c'est selon, demeurent d'excellents tremplins dans l'atteinte des objectifs cités plus haut.

C'est d'ailleurs ce qui justifie les dépenses faramineuses lors des élections, particulièrement durant la présidentielle et les législatives. À cela s'ajoute les velléités claniques, pire, familiales des leaders des partis. Lesquels leaders, de tous bords, se servent de leurs formations pour promouvoir uniquement les membres de leur entourage dans le "partage du gâteau". Suivez notre regard.

Cette pléthore ne peut qu'être préjudiciable pour la vitalité de la démocratie. Un avis partagé par le Centre européen d'appui électoral (ECES) qui vient justement de se pencher sur cette problématique à la faveur d'un atelier destiné aux partis politiques et à la société civile. Outre les "petits calculs" politico-politiciens, il importe de mettre de l'ordre dans ce capharnaüm en corsant davantage les critères de légalisation des partis politiques.

La classe politique gabonaise gagnerait à se regrouper dans de grands ensembles comme c'est le cas ailleurs. Ne dit-on pas que "l'union fait la force" ? À condition bien évidemment que cette union ne soit pas simplement de façade.

Yannick Franz IGOHO

AVIS DE RECRUTEMENT :

Filiale du groupe Vivo Energy, la société Vivo Energy Gabon SA, spécialisée dans la distribution des produits pétroliers, recherche dans les plus brefs délais, pour les besoins de ses services, un Directeur des Opérations

Principales Rôles et Responsabilités

Gestion de la filiale sur tous ses aspects opérationnels : Centre emplisseur gaz, approvisionnement, transport, travaux, maintenance...
Gestion optimale des stocks
Suivi et mise en place des procédés et de la bonne conduite des opérations
Gestion des relations avec les partenaires extérieurs
Garant d'une excellente planification des travaux
Gestion du patrimoine, des inventaires et du personnel
Suivi des mesures HSSE dans l'entretien et la gestion des actifs
Gestion et suivi des obligations contractuelles
Gestion optimale du Budget, de la planification et des contrats

Qualifications

De formation supérieure technique, type école d'ingénieurs
Au moins 10 d'expérience professionnelle dans le secteur Oil and Gas
Maîtrise des outils informatiques
Esprit d'Equipe
Compréhension avancée des exigences pétrochimiques liées à HSSE
ACCPAC
Bonne connaissance des normes de l'API de l'industrie
Leadership, Intégrité
Bonne connaissance des lois locales en la matière
Expérience significative en gestion des risques
Bonne connaissance du secteur de la distribution de produits pétroliers
L'anglais est indispensable